

La Journée

Les Métallos s'en prennent à la presse...

La centrale des Métallos wallons et bruxellois de la FGTB ne sont pas contents de la couverture médiatique réservée aux mouvements sociaux. Sous le titre "Les médias font la police de la grève", le secrétaire général des Métallos du syndicat socialiste va même jusqu'à remettre en cause les aides à la presse. Et de citer des passages d'éditoriaux, rédigés notamment par "La Libre", très critiques à l'égard des grèves tournantes par province ou des arrêts de travail sur le rail. Des éditos qui vont souvent dans le même sens, avec une intensité antisyndicale plus ou moins grande. "En 2016, la troupe n'est plus nécessaire au pouvoir pour disperser les grévistes", reprend Nico Cue. "Quelques éditoriaux et les 'chiens de garde' lâchés préalablement peuvent faire l'affaire."

... "L'opinion, c'est nous"

Et le Métallo en chef d'argumenter : "La diffusion de la presse écrite quotidienne payante a reculé de 4 % en 2015 par rapport à 2014. Et cela, en dépit des aides publiques qu'elle reçoit de la Communauté française, pouvoir que l'on sait impécunieux, au titre d'une aide à la presse qui était censée garantir une diversité de l'expression des opinions. Diversité qui n'existe plus!" Conclusion de Nico Cue : "La FGTB wallonne réunit seule plus d'affiliés que la presse écrite n'a d'acheteurs quotidiens. En ce sens, on peut affirmer que l'opinion, c'est nous. Et la presse, la voix de son maître!"

Les francophones de la périphérie réclament moins de documents en français

De moins en moins de francophones des communes à facilités demandent au Service flamand des contributions (Vlabel) un avis d'imposition dans leur langue. En 2011, on avait enregistré une augmentation, de 2 449 à 4 763 demandes, car Vlabel avait repris la perception des taxes routières. Le nombre a depuis baissé progressivement pour atteindre 2 975 en 2014, ressort-il de la réponse de la ministre flamande des Finances, Annemie Turtelboom (VLD), à une question écrite. La plupart des documents francophones en 2014 avaient été demandés par des habitants de Kraainem (757), de Wezembeek-Oppem (568), Rhode-Saint-Genèse (535), Wemmel (351), Linkebeek (317), des Fourons (278) et de Drogenbos (138).

Plan anti-fuites dans les écoles

Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles approuvera mercredi prochain son plan de bataille pour éviter toute nouvelle fuite lors de l'organisation des épreuves certificatives externes qui auront lieu en juin. On se souvient que l'an dernier plusieurs questionnaires s'étaient retrouvés sur Facebook avant les examens. "Tout le processus de sécurisation, du début jusqu'à la fin de l'épreuve, sera revu et renforcé", a souligné mercredi la ministre de l'Enseignement Joëlle Milquet (cdH) devant le Parlement. Ce plan prévoira notamment l'existence d'une épreuve 'bis' qui pourra être utilisée à brève échéance comme questionnaire alternatif pour parer à tout problème. Les formulaires des épreuves seront rassemblés dans des lieux uniques de distribution dont la sécurité sera renforcée. Les questionnaires ne devraient ainsi arriver dans les écoles que le matin même des épreuves et ce, sous bonne garde. Les services de l'Inspection de l'enseignement se verront d'ailleurs confier un rôle nouveau dans cette optique. Enfin, pour éviter toute indiscretion dans le chef des enseignants chargés de corriger les questionnaires, les correctifs ne leur seront adressés qu'après la tenue des épreuves, et par voie électronique. La ministre n'a pas précisé combien ce dispositif coûtera.